



Rapport

Ville de Panama, Panama

30 août – 1^{er} septembre 2012



Assemblée plénière



Table des matières

Remerciements	3
1 Introduction	4
2 Séance d'ouverture	4
2.1 Allocution de bienvenue du représentant du Parlement d'accueil au Conseil d'administration, Víctor Juliao III, député du Panama	4
2.2 Allocution de bienvenue de la présidente du Groupe des femmes parlementaires, Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur	4
2.3 Allocution de bienvenue du président de ParlAmericas, Randy Hoback, député du Canada	5
3 Première séance de l'Assemblée plénière	6
3.1 Confirmation du président de l'Assemblée plénière	6
3.2 Approbation de la présidence et allocution du second vice-président de l'Assemblée nationale du Panama	6
3.3 Examen des règles de procédure et approbation de l'ordre du jour	6
3.4 Rapport annuel du président	7
3.5 Résolutions du Conseil d'administration	7
3.6 Rapport des activités du Groupe des femmes parlementaires, présenté par sa présidente	8
3.7 Mise en place des Groupes de travail	8
3.8 Discours principal : <i>Faiblesses de l'état de droit et la sécurité citoyenne</i> . Major Pricilla de Oliveira Azevedo, coordonnatrice des Programmes stratégiques des Unités policières pacificatrices (UPP), Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro, Brésil	9
4 Dernière séance de l'Assemblée plénière	10
4.1 Conseil d'administration	10
4.2 Présentation et analyse des recommandations des Groupes de travail	11
4.3 Commentaires du président de ParlAmericas	13
4.4 Allocution de clôture	14
Annexes	
Annexe 1 Liste des participants	15
Annexe 2 Ordre du jour	18
Annexe 3 Rapport annuel du président de ParlAmericas	19
Annexe 4 Résolutions adoptées au cours de la 9 ^e Assemblée plénière	22
Annexe 5 Discours principal	24
Annexe 6 Conseil d'administration de ParlAmericas 2012-2013	25
Annexe 7 Groupe de travail 1 : <i>État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne</i>	26
Annexe 8 Groupe de travail 2 : <i>Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques</i>	30
Annexe 9 Groupe de travail 3 : <i>Changement climatique et environnement</i>	33
Annexe 10 Huitième réunion du Groupe des femmes parlementaires : <i>La crise financière et ses effets sur les femmes de la région</i>	36

Photos par Simón Martínez, Assemblée nationale du Panama.

L'utilisation du masculin dans le reste du présent document a pour seul but d'alléger le texte et s'applique sans discrimination aux personnes des deux sexes.



Remerciements

Le Secrétariat international de ParlAmericas tient à exprimer ses sincères remerciements à l'Assemblée nationale du Panama, et à l'un de ses membres, Víctor Juliao III, de même qu'au personnel de la Division des relations internationales et de la Division du protocole de l'Assemblée nationale du Panama, d'avoir pris part à l'organisation de la 9^e Assemblée plénière de ParlAmericas.

Également, nous remercions vivement les conférenciers invités et les présidents des Groupes de travail de leur précieuse contribution aux séances de travail.



Délégués de la 9^e Assemblée plénière—Photo officielle

1 Introduction

Grâce à l'accueil cordial de l'Assemblée nationale du Panama, la 9^e Assemblée plénière de ParlAmericas a eu lieu du 30 août au 1^{er} septembre 2012 dans la ville de Panama, au Panama.

Cet événement, dont les participants ont traité des sujets liés aux faiblesses de la primauté du droit, à la crise économique et aux changements climatiques, a permis de réunir quarante-six parlementaires qui y pris part à titre de délégués officiels de quatorze pays membres des Amériques. Douze parlementaires provenant de deux pays et de trois territoires et des représentants de cinq institutions y ont également assisté à titre d'observateurs. De plus, des experts de huit pays des Amériques y ont participé à titre de conférenciers durant les séances des Groupes de travail.

Voir l'Annexe 1 pour la Liste de participants.

2 Séance d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la 9^e Assemblée plénière a eu lieu le jeudi 30 août 2012, dans la salle Miraflores du Sheraton Panama Hotel & Convention Center.

2.1 Allocution de bienvenue du représentant du Parlement d'accueil au Conseil d'administration, Víctor Juliao III, député du Panama

Víctor Juliao III a souligné que le Panama a été un territoire stratégique sur le plan historique, non seulement pour le commerce international, mais aussi pour établir une compréhension et une conciliation réciproques. Il a parlé également des défis énormes en matière de sécurité, d'économie et d'environnement auxquels son pays est confronté, et il a ajouté que des discussions sur ces



Víctor Juliao (Panama) en train de prononcer son allocution à la séance d'ouverture de l'Assemblée plénière

sujets auraient lieu dans les prochaines séances. Il a mentionné la nécessité de retourner à l'agriculture à titre de solution aux éventuelles pénuries alimentaires qui surviendront. Víctor Juliao a indiqué que ParlAmericas établit des ponts pour faire régner la paix, encourage de bonnes relations entre les nations et promeut le renforcement des capacités parlementaires. Il a remercié l'ancien président de l'Assemblée nationale du Panama, Héctor Aparicio, le président actuel, Sergio Gálvez Evers, et le président de la République du Panama, Ricardo Martinelli, de leur soutien dans l'organisation de l'Assemblée plénière de ParlAmericas.

2.2 Allocution de bienvenue de la présidente du Groupe des femmes parlementaires, Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

La présidente du Groupe des femmes parlementaires, Linda Machuca Moscoso, a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé



Linda Machuca (Équateur)

ses inquiétudes au sujet des répercussions de la crise économique sur les femmes.

Elle a expliqué que le travail de soignantes et de gardiennes fait par les femmes n'est pas adéquatement quantifié et valorisé, car on ne les considère pas comme une part de la main-d'œuvre officielle. Selon Linda Machuca, il est erroné de

croire que la croissance économique signifie le développement économique. En Amérique latine, par exemple, la croissance s'est produite sans le développement.

Linda Machuca a encouragé les pays à changer la structure de leurs investissements afin d'accorder la priorité à l'éducation et aux soins de santé. Elle milite en faveur d'un point de vue tenant compte la perspective de genre dans l'analyse des relations entre l'État, le marché et la société.

Finalement, la présidente du Groupe des femmes parlementaires a indiqué que la huitième réunion du Groupe, qui aurait lieu durant l'Assemblée plénière, s'intitulerait « La crise financière et ses effets sur les femmes de la région ». Cette séance de travail permettrait aux parlementaires d'examiner en détail le phénomène économique, son contexte historique et politique, de même que sa structure financière. Les recommandations du Groupe permettraient de préparer le terrain pour commencer l'ébauche de mesures législatives, d'actions politiques et de politiques étatiques en faveur des femmes.

2.3 Allocution de bienvenue du président de ParlAmericas, Randy Hoback, député du Canada

Le président Randy Hoback a exprimé toute sa reconnaissance à Víctor Julio III et au président de l'Assemblée nationale du Panama, Sergio Gálvez, de leur générosité d'avoir organisé l'Assemblée plénière et de leur accueil chaleureux.

Citant en exemple son expérience personnelle, le président Hoback a expliqué que lorsqu'il était fermier, une des leçons importantes qu'il a apprises était la valeur du commerce pour le bien-être de l'économie de tout le pays. Il a déclaré que des échanges ouverts et positifs entre les pays des Amériques sont particulièrement importants, et ce, en raison de leur emplacement géographique qui fait d'eux des partenaires commerciaux.



Randy Hoback (Canada)



Il a poursuivi en indiquant que c'est grâce aux dialogues promus par des organisations telles que ParlAmericas que nous pouvons nous écouter mutuellement, apprendre, échanger et participer à des interactions positives qui nous permettront d'améliorer non seulement les conditions économiques, sociales et culturelles de nos pays, mais également celles de l'hémisphère dans son ensemble.

Finalement, le président Hoback a mis en valeur le travail accompli dans les réunions durant l'année et il a invité les parlementaires à participer aux prochaines activités de ParlAmericas.

3 Première séance de l'Assemblée plénière

3.1 Confirmation du président de l'Assemblée plénière

Le président Randy Hoback a lancé la séance en souhaitant la bienvenue aux parlementaires, aux observateurs et aux autres invités à l'Assemblée. Il a donné un aperçu des réalisations importantes



Miguel Ángel Fanovich (Panama)

depuis la dernière Assemblée plénière et a souligné la présence de la conférencière principale de la présente l'Assemblée, la *Major* Pricilla de Oliveira Azevedo.

Par la suite, le président Hoback a demandé aux membres de l'Assemblée plénière de confirmer la présidence de Víctor Julio III à l'Assemblée plénière. La présidence a été approuvée sur la proposition du député chilien Ignacio Urrutia Bonilla, et appuyée par Linda Machuca Moscoso.

3.2 Approbation de la présidence et allocation du second vice-président de l'Assemblée nationale du Panama

Víctor Julio III a assumé son rôle de président et a invité Miguel Ángel Fanovich, second vice-président de l'Assemblée nationale du Panama, à s'adresser à l'auditoire de la plénière.

Miguel Ángel Fanovich a mis en valeur la façon dont les échanges dans les forums parlementaires aident à renforcer l'unité des citoyens et à promouvoir des objectifs communs, tels que le bien-être général et le respect des droits de la personne. Il a déclaré qu'une intervention éclairée, continue et pertinente des parlementaires peut modifier le programme international et peut exercer une influence sur l'établissement d'objectifs, le choix des moyens et l'attribution des ressources dans toutes les sphères institutionnelles où on discute de solutions aux problèmes régionaux et mondiaux.

3.3 Examen des règles de procédure et approbation de l'ordre du jour

Après avoir remercié Miguel Ángel Fanovich de son allocution, le président Víctor Julio III a procédé à la demande d'approbation des règles de procédure qui régissent l'Assemblée plénière. Linda Machuca Moscoso a proposé l'approbation et Germán Blanco Álvarez, représentant de la Colombie, l'a appuyée. Les règles de procédure ont été adoptées.



Víctor Juliao (Panama), Randy Hoback (Canada) et Héctor Aparicio (Panama)

Le président a ensuite présenté l'ordre du jour. Il a été approuvé sur la proposition émise par Ignacio Urrutia Bonilla et appuyé par le sénateur canadien, Michael L. MacDonald.

Voir l'Annexe 2 pour l'ordre du jour de la 9^e Assemblée plénière.

3.4 Rapport annuel du président

Le président Randy Hoback a débuté son rapport annuel en rappelant à l'auditoire que le nouveau nom de l'organisation, ParlAmericas, avait été introduit dans le cadre de la dernière Assemblée plénière au Paraguay. Depuis cet événement, une transition officielle a permis à l'organisation d'acquérir une nouvelle réputation. Le nouveau site Web (www.parlAmericas.org) et le bulletin, *ParlAmericas Express*, ont constitué des outils importants durant le processus de transition et même après celui-ci.

Le président Hoback a ensuite donné un aperçu des événements entrepris par ParlAmericas en 2012. Ceux-ci comprenaient l'Atelier sur le renforcement de la surveillance budgétaire parlementaire dans

les pays des Caraïbes en janvier, la signature d'un protocole d'entente entre ParlAmericas et l'Organisation des États américains (OEA) en février, le Dialogue interparlementaire avant le Sommet des Amériques en avril, la Rencontre du Groupe des femmes parlementaires en mai et trois réunions du Conseil d'administration, notamment en février, en mai et en août.

Entre autres éléments, le rapport du président insiste sur le travail réalisé pour mettre à jour les règlements de l'organisation, améliorer la surveillance des activités et des finances de l'organisation et assurer diverses sources de financement.

Voir l'Annexe 3 pour le rapport annuel complet du président de ParlAmericas.

3.5 Résolutions du Conseil d'administration

3.5.1 Résolution sur l'échelonnement des cycles électoraux

Le président Víctor Juliao III a donné la parole à Germán Blanco Álvarez afin d'introduire et de proposer une résolution du Conseil d'administration sur l'échelonnement des cycles électoraux pour les trois postes clés au Conseil. Il a expliqué qu'en raison des changements survenus dans la composition du Conseil d'administration à la 8^e Assemblée plénière en 2011, les élections directes pour les trois postes de président, de premier vice-président et de président du Groupe des femmes parlementaires (qui agit également à titre de seconde vice-président) ont toutes eu lieu au cours du même cycle. Il a expliqué que le Conseil croit qu'il serait mieux d'échelonner certains des mandats en vue de minimiser le risque d'avoir trois dirigeants principaux nouvellement élus en même temps. Hugh Buchanan, membre du Parlement de la Jamaïque, a appuyé la résolution.



Après quelques délibérations, nous sommes passés au vote. Sept pays ont voté en faveur de la résolution alors que trois pays ont voté contre. La résolution a été adoptée.

3.5.2 Résolution concernant la Déclaration sur la migration internationale

Linda Machuca Moscoso a proposé une résolution concernant la Déclaration sur la migration internationale. La Déclaration reconnaît la migration internationale comme sujet essentiel dans le programme des pays membres de ParlAmericas et les parlements ne doivent pas rester indifférents face à cette question. Entre autres éléments, la Déclaration encourage une discussion publique sur la migration internationale mettant en évidence la responsabilité partagée de tous les membres de la communauté internationale et le respect des droits de la personne. La sénatrice mexicaine Adriana González Carrillo a appuyé la résolution et elle a été adoptée.

Voir l'Annexe 4 pour lire le texte en entier des deux résolutions adoptées.

3.6 Rapport des activités du Groupe des femmes parlementaires, présenté par sa présidente



Mónica Zalaquett
(Chili)

Linda Machuca Moscoso a saisi l'occasion de remercier la Chambre des Députés du Chili, et particulièrement deux de ses membres, Alejandra Sepúlveda Orbenes et Mónica Zalaquett Said, d'avoir organisé la Rencontre du Groupe des femmes parlementaires en mai 2012. Elle a ensuite présenté une vidéo avec un aperçu des objectifs de ParlAmericas, des objectifs précis du

Groupe des femmes parlementaires et un sommaire des activités que le Groupe a entreprises depuis 2009.

3.7 Mise en place des Groupes de travail

Comme l'a recommandé le Conseil d'administration de ParlAmericas, le président a proposé la mise en place de trois Groupes de travail qui se réuniraient séparément pour discuter et proposer des recommandations à l'Assemblée plénière. Les Groupes de travail approuvés par l'Assemblée plénière sont les suivants :

- **Groupe de travail 1 : État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne**

Président : représentant Germán Blanco Álvarez (Colombie)

Experts invités : Marco Castillo, directeur général, *Grupo Ceiba*

Howard Fenton, directeur, Maîtrise de droit en matière de gouvernance démocratique et d'état de droit et professeur, *Ohio Northern University*

- **Groupe de travail 2 : Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques**

Présidents : députée María Jeannette Ruiz Delgado (Costa Rica)

sénateur Michael L. MacDonald (Canada)

Experts invités : Ottón Solís Fallas, professeur, Université du Costa Rica

Laura Gómez-Mera, chercheuse résidente, *Woodrow Wilson International Center for Scholars*



L'expert Howard Fenton
(Ohio Northern University)



L'expert Ottón Solís
(Université du Costa Rica)

• **Groupe de travail 3 : *Changement climatique et environnement***

Président : député Ignacio Urrutia Bonilla (Chili)

Experts invités : Michelle Michot Foss, spécialiste en chef et économiste en énergie, Centre de l'économie de l'énergie, Université du Texas

Margarita Astrálaga, directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations Unies pour l'environnement

En plus des trois Groupes de travail mis en place par l'Assemblée plénière, le Groupe des femmes parlementaires a également tenu sa huitième réunion.

• **Huitième réunion de Groupe de femmes parlementaires : *La crise financière et ses effets sur les femmes de la région***

Présidente : membre de l'Assemblée nationale Linda Machuca Moscoso (Équateur), présidente du Groupe de femmes parlementaires

Experte invitée : Mayra Buvinic, agrégée supérieure, Fondation des Nations Unies

Voir les Annexes 7, 8, 9 et 10 pour lire les biographies des experts invités et le sommaire de chaque présentation. Pour lire les articles au complet, veuillez visiter le site www.parlamericas.org.

3.8 Discours principal : Faiblesses de l'état de droit et la sécurité citoyenne. Major Pricilla de Oliveira Azevedo, coordonnatrice des Programmes stratégiques des Unités policières pacificatrices (UPP), Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro, Brésil

Avant les séances des Groupes de travail, le président a présenté la Major Pricilla de Oliveira Azevedo, qui a fait un discours éloquent sur les faiblesses de la primauté du droit et la sécurité citoyenne. Elle a surtout parlé de l'État de Rio de Janeiro au Brésil, où elle a travaillé pendant ces dernières années.

Pricilla Azevedo a indiqué que durant les années 90, les activités criminelles des jeunes et le niveau général de violence avaient augmenté. À cette époque, les citoyens ne s'identifiaient pas à la communauté et les politiques en matière de sécurité étaient inexistantes. Dans ce contexte, les Unités policières pacificatrices ont été créées pour assurer une présence de l'État de longue durée et prendre des mesures précises axées sur le maintien de la paix et le rétablissement de l'ordre public.





La conférencière principale Pricilla Azevedo (Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro)

Le programme des Unités policières pacificatrices repose sur une gestion locale et des principes de police communautaire ; il est mis en œuvre par des agents de police récemment diplômés qui portent une attention particulière aux quartiers pauvres dans lesquels des groupes criminels se sont installés.

Selon les prévisions, il y aura 40 Unités policières pacificatrices composées de 12 500 agents de police d'ici 2014, et 860 000 personnes de 165 communautés auront bénéficié du programme.

Voir l'Annexe 5 pour de l'information générale à ce sujet.

4 Dernière séance de l'Assemblée plénière

La seconde et dernière séance de la 9^e Assemblée plénière a eu lieu le samedi matin, 1^{er} septembre 2012. Le président, Víctor Juliao III, a ouvert la séance en indiquant que les débats des derniers jours avaient été intéressants. Avant d'appeler les présidents des Groupes de travail à exprimer leurs conclusions, il a informé l'Assemblée plénière de la nouvelle composition du Conseil d'administration.

4.1 Conseil d'administration

Le président Víctor Juliao III a présenté les résultats d'élections aux participants.

Trois postes ont été comblés par acclamation, alors qu'un poste est encore vacant ; voir ci-dessous :

SOUS-RÉGION	LÉGISLATURE NATIONALE ÉLUE
Amérique du Nord	Canada
Les Caraïbes	Jamaïque
Amérique centrale	Vacant
Amérique du Sud	Colombie

Le président a félicité les corps législatifs nationaux élus et a remercié les membres qui terminaient leur mandat.

Voir l'Annexe 6 pour la liste du nouveau Conseil d'administration.

4.2 Présentation et analyse des recommandations des Groupes de travail

Le président de l'Assemblée plénière a ensuite invité les présidents des Groupes de travail à présenter leur sommaire des délibérations tenues durant les séances de débats. Les recommandations de chaque groupe ont été présentées à l'Assemblée plénière aux fins d'analyse.

Voir les Annexes 7, 8, 9 et 10 pour lire l'aperçu et les recommandations des Groupes de travail et l'information sur la huitième Réunion du Groupe des femmes parlementaires.

4.2.1 Groupe de travail 1 : *État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne*

Germán Blanco Álvarez, président du Groupe de travail 1, a donné un bref aperçu des sujets abordés par les experts et a présenté les recommandations approuvées par le Groupe. Onze parlementaires de sept pays membres ont participé à ce Groupe de travail. On y comptait également six observateurs.

Les recommandations du Groupe mettaient en évidence le rôle important que les dirigeants communautaires reconnus peuvent jouer en répondant aux besoins sociaux grâce à des structures légitimes, et la nécessité d'établir des règlements précis de façon à ce que les citoyens puissent mieux responsabiliser les fonctionnaires. Les recommandations demandaient également une plus grande budgétisation participative et le développement des capacités pour les vérifications publiques.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendements.



Germán Blanco (Colombie)

4.2.2 Groupe de travail 2 : *Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques*

María Jeannette Ruiz Delgado et Michael L. MacDonald ont présidé les débats de ce Groupe de travail, lequel a discuté de l'impact de la crise économique mondiale sur les Amériques. Quinze parlementaires de neuf pays membres ont participé aux séances du Groupe de travail. Six observateurs étaient également présents.

María Jeannette Ruiz a présenté les points saillants des délibérations du Groupe de travail à la Plénière. Elle a expliqué la façon dont un éventuel ralentissement de l'économie chinoise pourrait avoir des effets nuisibles sur le secteur producteur de biens en Amérique latine ; elle a émis ensuite des conclusions et les recommandations finales découlant des séances.

Le Groupe a conclu que les lois favorisant l'utilisation d'outils de gestion macro-économique et structurelle constituent des éléments clés dans la protection des pays contre des menaces externes à





Michael L. MacDonald (Canada), en premier plan, et María Jeannette Ruiz (Costa Rica), en deuxième plan

leur économie. Il a recommandé la promotion de lois visant à améliorer la compétitivité et le renforcement de l'indépendance des organismes de surveillance en vue d'accroître la transparence. Le Groupe a également parlé de l'importance d'encourager le développement industriel et la distribution des richesses, et des avantages possibles de réintégrer dans l'économie les émigrés de retour au pays.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendements.

4.2.3 Groupe de travail 3 : *Changement climatique et environnement*

Ignacio Urrutia Bonilla, président du Groupe de travail 3, a déclaré à la Plénière que les débats des séances du Groupe de travail avaient été très animés, et que chaque expert avait exprimé des points de vue différents. Neuf parlementaires de six pays membres ont participé à ce Groupe de travail et un observateur était présent.

Ignacio Urrutia a présenté les recommandations du Groupe de travail. Le Groupe a recommandé que chaque pays, selon ses possibilités, devrait penser à diversifier les sources d'énergie compatibles à la protection de l'environnement. Le Groupe a également recommandé la promotion du développement durable au moyen d'échanges sur les technologies et les savoirs entre les pays développés et les pays en voie de développement, et l'obtention d'un soutien supranational pour encourager le développement d'une économie verte.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendements.

4.2.4 Huitième réunion du Groupe des femmes parlementaires : *La crise financière et ses effets sur les femmes de la région*

La présidente du Groupe des femmes parlementaires, Linda Machuca Moscoso, a pris la parole pour présenter un compte rendu sur la Huitième réunion du groupe. Trente-six délégués de treize pays membres ont assisté aux deux



Ignacio Urrutia (Chili) et Michelle Foss (Université du Texas)

séances de la réunion. Il y avait également onze observateurs.

La présidente Machuca a exprimé sa joie d'annoncer l'existence d'un Comité exécutif nouvellement créé pour le Groupe des femmes parlementaires. Elle a souhaité la bienvenue à la nouvelle vice-présidente du Groupe, présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, Jennifer Simons, et à la nouvelle secrétaire du Groupe, la députée chilienne Mónica Zalaquett Said.

La présidente Machuca a ensuite présenté les recommandations émises durant les deux séances. Le Groupe a recommandé qu'il faut encourager le secteur privé à embaucher des femmes en période de ralentissement économique, et qu'un plus grand nombre de centres de soins, dont les services sont plus efficaces, soient établis de façon à permettre aux femmes de travailler à l'extérieur de la maison. Le Groupe a également indiqué l'importance de mettre des services financiers à la disposition des femmes dont le revenu est faible et des programmes de formation à l'emploi financés par l'État pour les filles.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité sans amendements.



Linda Machuca (Équateur), Mónica Zalaquett (Chili) et Jennifer Simons (Suriname)

4.3 Commentaires du président de ParlAmericas

Le président de ParlAmericas, Randy Hoback, s'est adressé à la Plénière en remerciant tous les participants de leur présence. Il a mis en valeur les réalisations des présidents des Groupes de travail et a vanté leurs mérites pour avoir maintenu les débats des séances dans leur domaine respectif. Le président Hoback a également fait grand cas de la façon dont les parlementaires ont travaillé entre eux, faisant preuve de respect, prêtant une oreille attentive aux autres et participant aux discussions. Il a aussi reconnu la contribution des experts à donner le ton aux débats.

Après avoir remercié tout le personnel qui a contribué à l'organisation de l'Assemblée plénière et les interprètes, le président Hoback a remis au président Víctor Juliao III une reproduction d'art autochtone du Canada en guise de reconnaissance.



Randy Hoback (Canada), Víctor Juliao (Panama) et Linda Machuca (Équateur)

4.4 Allocution de clôture

Le président de l'Assemblée plénière, Víctor Juliao III, a remercié le président Randy Hoback et le personnel de ParlAmericas, l'équipe de l'Assemblée nationale et l'Unité des relations internationales du Panama, l'Hôtel Sheraton et les interprètes.

Víctor Juliao s'est également dit très heureux de la réussite de la 9^e Assemblée plénière et a spécialement remercié les parlementaires de continuer de renforcer ParlAmericas grâce à leur participation. Il a insisté sur la valeur des nouvelles amitiés qui se sont établies et il a clos la réunion.



Annexes

Annexe 1 • Liste des participants

Délégués

Président de ParlAmericas

Randy Hoback, député, Canada

Argentine

Alicia Marcela Comelli, députée
Olga Elizabeth Guzmán, députée
María Cristina Regazzoli, députée
Mariana Alejandra Veaute, députée
José Antonio Vilariño, député
Walter Raúl Wayar, député

Canada

Scott Andrews, député
Hélène Laverdière, députée
Michael L. MacDonald, sénateur
James Joseph Rajotte, député
Pierrette Ringuette, sénatrice

Chili

Germán Becker Alvear, député
Guillermo Ceroni Fuentes, député
Javier Hernández Hernández, député
Jorge Sabag Villalobos, député
Alejandra Sepúlveda Orbenes, députée
Ignacio Urrutia Bonilla, député
Mónica Zalaquett Said, députée

Colombie

Germán Blanco Álvarez, représentant
Adolfo León Rengifo Santibáñez, représentant

Costa Rica

María Jeannette Ruiz Delgado, députée

Cuba

Armando Torres Aguirre, député

El Salvador

Félix Agreda Chachagua, député
Blanca Noemí Coto Estrada, députée
Silvia Ostorga de Escobar, députée
Mario Antonio Ponce López, député
Guadalupe Antonio Vásquez Martínez, député

Équateur

Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale
Patricio Quevedo Quiróz, membre de l'Assemblée nationale

Jamaïque

Hugh Carl Buchanan, membre du Parlement

Mexique

Adriana González Carrillo, sénatrice

Panama

Dalia Mirna Bernal Yáñez, députée
Elías Ariel Castillo González, député
Irene Gallego, député
Raúl Hernández, député
Víctor Juliao III, député
Luis Lay Milanés, député

Paraguay

Hugo Estigarribia Gutiérrez, sénateur
Amancio López Irala, sénateur
María Digna Roa Rojas, sénatrice

Suriname

Martha Djojoseparto, membre de l'Assemblée nationale
Ramses Kajoeramari, membre de l'Assemblée nationale
Jennifer Simons, présidente de l'Assemblée nationale
Lekhram Soerdjan, membre de l'Assemblée nationale

Venezuela

Dinorah Jaxilda Figuera Tovar, députée



Observateurs

Banque Mondiale

Mozammel Hoque, expert principal en gestion financière

Canada

Carl Tyler Hageraats, stagiaire à l'Ambassade du Canada au Panama

Fédération de Russie

Andrey Klishas, sénateur

Georgy Polin, représentant de l'Ambassade de Russie au Panama

Alexander Savenkov, sénateur

Irina Zolotareva, représentante du Département des relations extérieures

Organisation des États américains (OEA)

Moisés Benamor, Secrétariat des Affaires Politiques

Panama

Luis Dávila, député suppléant

Vicente Gálvez Gómez, député suppléant

Zaida González, députée suppléante

Julio Luque Garay, député suppléant

Pays-Bas (Saint Martin)

Gracita Regina Arrindell, membre du Parlement

Romain Jules Laville, membre du Parlement

George Cleophus Pantophlet, membre du Parlement

Royaume-Uni (Bermudes)

Patricia Gordon-Pamplin, membre du Parlement

Royaume-Uni (Îles Malouines)

Barry Elsby, membre de l'Assemblée législative

Richard Sawle, membre de l'Assemblée législative

Experts y autres invités

Argentine

Laura Gómez-Mera, chercheuse résidente, *Woodrow Wilson International Center for Scholars* et professeure assistante, Département des études internationales, Université de Miami

Brésil

Pricilla de Oliveira Azevedo, coordonnatrice des Programmes stratégiques des Unités policières pacificatrices, Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro

Canada

Jason Spensley, chef de l'Unité d'adaptation au changement climatique, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Chili

Mayra Buvinic, agrégée supérieure, Fondation des Nations Unies

Colombie

Margarita Astrálaga, directrice régionale, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Costa Rica

Ottón Solís Fallas, professeur, Université du Costa Rica

États-Unis

Howard Fenton, directeur de la Maîtrise de droit en matière de gouvernance démocratique et d'état de droit et professeur, *Ohio Northern University*
Michelle Foss, spécialiste en chef et économiste en énergie, Centre de l'économie de l'énergie, Université du Texas

Guatemala

Marco Castillo, directeur général, *Grupo Ceiba*

Personnel accompagnateur

El Salvador

Orquídea Judith Zepeda Suriano, assistante parlementaire de Silvia Ostorga de Escobar

Section canadienne de ParlAmericas, Parlement du Canada

Leif-Erik Aune, secrétaire de l'Association
Andre Barnes, analyste de la Bibliothèque du Parlement

Guyanne Lalande-Desforges, secrétaire de l'Association

Secrétariat international de ParlAmericas

Gina Hill, directrice général

Thaïs Martín Navas, responsable de projet et des communications

Michel Rathier, consultant

Viviane Rossini, gestionnaire de programme

Eufemia Sánchez Borja, consultante du Groupe de femmes parlementaires

Marcelo Virkel, responsable logistique et administratif

Suriname

Reina Raveles, spécialiste en politique



Germán Blanco (Colombie), Adriana González (Mexique), Michael L. MacDonald (Canada), Ignacio Urrutia (Chile) et Gina Hill (ParlAmericas)



Annexe 2 • Ordre du jour

Judi 30 août 2012

- 8 h 30 – 9 h 45 **Séance d'ouverture de la 9^e Assemblée plénière**
- 9 h 45 – 10 h 00 Photographie officielle
- 10 h 00 – 10 h 15 Pause-café
- 10 h 15 – 11 h 15 **Première séance de l'Assemblée plénière**
- 11 h 15 – 12 h 00 **Discours principal**
Major Pricilla de Oliveira Azevedo (Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro)
- 12 h 00 – 13 h 30 Déjeuner à l'hôtel
- 13 h 30 – 15 h 30 **La crise financière et ses effets sur les femmes de la région. Séance 1**
Experte : Mayra Buvinic (UNF)
Organisée par le Groupe des Femmes parlementaires
- 15 h 30 – 15 h 45 Pause-café
- 15 h 45 – 18 h 15 **Séances des Groupes de travail. Séance 1**
Groupe 1 : État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne
Experts : Marco Castillo (*Grupo Ceiba*) et Howard Fenton (*Ohio Northern University*)
Groupe 2 : Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques
Experts : Ottón Solís (Université du Costa Rica) et Laura Gomez-Mera (*Woodrow Wilson International Center for Scholars*)
Groupe 3 : Changement climatique et environnement
Expertes : Michelle Michot Foss (CEE) et Margarita Astrálaga (PNUE)
- 19 h 00 – 21 h 30 Dîner à la *Casa Amarilla*, Presidencia de la República

Vendredi 31 août 2012

- 8 h 30 – 10 h 00 **La crise financière et ses effets sur les femmes de la région. Séance 2**
- 10 h 00 – 10 h 15 Pause-café
- 10 h 15 – 13 h 15 **Séances des Groupes de travail. Séance 2**
- 13 h 15 – 14 h 45 Déjeuner à l'hôtel
- 14 h 45 – 16 h 45 **Séances des Groupes de travail. Séance 3**
- 17 h 00 – 19 h 30 Activité touristique : Canal de Panamá (*Miraflores*)
- 20 h 00 – 22 h 30 Dîner. Restaurant *Miraflores*

Samedi 1^{er} septembre 2012

- 9 h 00 – 12 h 30 **Deuxième séance de l'Assemblée plénière**
- 12 h 30 – 14 h 30 Déjeuner à l'hôtel
- 13 h 00 – 15 h 00 **Réunion et déjeuner du Conseil d'administration de ParlAmericas**



Annexe 3 • Rapport annuel du président de ParlAmericas

À titre de parlementaires, nous sommes de plus en plus conscients que les préoccupations et les problèmes auxquels font face nos pays ne peuvent être traités comme des cas isolés, mais qu'il doivent plutôt être abordés collectivement. C'est grâce à des échanges favorisés par des organisations comme ParlAmericas que nous pouvons apprendre les uns des autres et nous consacrer à des interactions positives, lesquelles nous permettront d'améliorer non seulement les conditions économiques, sociales et culturelles de nos propres pays, mais également celles de l'hémisphère dans son ensemble.

Je suis heureux de vous présenter un aperçu des réalisations de l'année 2011–2012 de ParlAmericas. Nous avons connu une année fertile en événements depuis notre dernière rencontre à l'Assemblée plénière d'Asunción, au Paraguay, en septembre 2011. Voici certains des points saillants.

Nouvelle image, site Web et bulletin

À la dernière Assemblée plénière, nous avons présenté la nouvelle image de marque de ParlAmericas — qui est en soi le nouveau nom de l'organisation. Depuis cette réunion, nous avons officiellement effectué la transition et nous jouissons de cette nouvelle image de marque ; nous avons reçu des commentaires très positifs.

De plus, à la fin de 2011, nous avons lancé le nouveau site Web. Il s'agit d'un site détaillé, qui donne accès à de l'information sur les événements et les activités de l'organisation, et qui fournit des nouvelles d'actualité sur les Amériques dans les quatre langues qu'utilise ParlAmericas. Nous sommes également en train de terminer le téléchargement de documents historiques portant sur les dix années d'existence de l'organisation ; je vous encourage donc à visiter le site pour en

apprendre davantage sur ParlAmericas et pour vous tenir au courant de nos activités.

Depuis la dernière Assemblée plénière, nous avons produit deux numéros du nouveau bulletin, *ParlAmericas Express*. Cette publication électronique présente des nouvelles à l'organisation, des liens à des ressources sur des questions actuelles de l'hémisphère et est envoyée à l'adresse électronique de pratiquement tous les parlementaires des Amériques. *ParlAmericas Express* constitue une excellente avenue pour échanger des nouvelles de votre parlement avec d'autres membres des Amériques. J'espère que vous avez eu l'occasion de lire le bulletin — si ce n'est pas encore le cas, vous pouvez aussi y accéder sur notre site Web.

Formation des parlementaires : atelier de surveillance budgétaire

En janvier, ParlAmericas a tenu un atelier régional de deux jours, l'Atelier sur le renforcement de la surveillance budgétaire parlementaire dans les payses des Caraïbes, auquel ont assisté des parlementaires et des vérificateurs généraux de treize pays des Caraïbes et de deux territoires de la région. L'atelier a été tenu par le Parlement de Antigua-et-Barbuda et comportait les objectifs suivants : échanger des pratiques exemplaires des Comités des comptes publics (CCP) de législatures plus importantes des Caraïbes, examiner des approches pour renforcer les relations entre le vérificateur général et le CCP, discuter des façons de renforcer le système de Comités et augmenter les échanges de connaissances régionales entourant la surveillance budgétaire.

ParlAmericas a travaillé en partenariat avec l'Organisation antillaise des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (CAROSAI), la Fondation canadienne pour la vérification intégrée (CCAF-FCVI Inc.), l'Association parlementaire du Commonwealth et la Banque mondiale pour accroître la participation et intensifier la richesse





des discussions et des recommandations qui en découlent pour le travail régional du secteur.

Protocole d'entente avec l'OEA

En février, les parlements membres et leur personnel ont célébré la signature d'un protocole d'entente entre ParlAmericas et l'OEA au sujet d'un cadre visant à améliorer la collaboration et les interactions dans des domaines d'intérêt commun, particulièrement la démocratie, les systèmes juridiques et la primauté du droit. Ce document constitue le résultat tant attendu de presque deux années de négociations entre les deux organisations et de beaucoup d'efforts des coordinateurs de ParlAmericas.

Le protocole d'entente définit des domaines de collaboration entre les deux institutions se rapportant aux bases de données, au rôle de ParlAmericas à titre de forum législatif pour l'OEA, aux échanges parlementaires, aux droits des femmes et aux questions d'égalité entre les sexes, et aux centres de communications sous-régionaux. Les deux organisations sont en train d'examiner des façons de mieux mettre en œuvre les activités de partenariat.

Sommet des Amériques

Nous avons eu le plaisir d'appuyer les efforts du Parlement andin en organisant un dialogue interparlementaire avant le Sommet des Amériques en avril à Cartagena, en Colombie. Huit pays et plusieurs associations parlementaires régionales de l'hémisphère y ont participé. Une déclaration finale de onze points a été envoyée aux chefs d'État réunis dans le cadre du Sommet des Amériques.

Rencontre du Groupe des femmes parlementaires

En mai, le Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas a tenu une rencontre dont les participants étaient nombreux ; la Chambre des Députés du Chili, à Valparaiso, a été le Parlement d'accueil de cet événement. Nous avons été

heureux d'obtenir la participation de 47 parlementaires de 23 pays dans le cadre de cette rencontre intitulée « La sécurité citoyenne pour les femmes, une fonction parlementaire ». Les sujets de cette rencontre étaient les suivants :

- Étude comparative sur la violence liée au sexe en Amérique latine et dans les Caraïbes
- Féminicide
- L'ajustement des budgets nationaux aux besoins en matière de sécurité
- Participation politique des femmes au Chili (table ronde spéciale)

Le Groupe des femmes parlementaires tient également des séances durant l'Assemblée plénière et j'encourage chacun d'entre vous à y participer.

Réunions du Conseil d'administration

Depuis la dernière Assemblée plénière, le Conseil d'administration s'est réuni trois fois : à Manzanillo, au Mexique, en février, à Valparaiso, au Chili, en mai, et ici, dans la ville de Panama avant la présente Assemblée plénière.

Un des éléments clés du plan stratégique approuvé par l'Assemblée plénière l'année dernière est l'examen et la mise à jour des règlements de l'organisation. Il s'agit là d'une priorité du Conseil d'administration au cours de la dernière année et je suis heureux de vous annoncer que nous sommes près de finaliser un outil de gouvernance beaucoup plus perfectionné, ce qui contribuera à placer ParlAmericas dans une position avantageuse pour plusieurs années à venir. Une fois ces règlements finalisés, ils seront publiés aux fins d'information pour tous les membres et intervenants de ParlAmericas.

De plus, le Conseil d'administration a travaillé sur la préparation de la présente Assemblée plénière et a entrepris des tâches de gouvernance fondamentales telles que le maintien de la surveillance des activités et des finances de ParlAmericas, la participation à des événements

et des discussions dans l'hémisphère et une intervention directe auprès des parlementaires des Amériques.

Participation aux échanges des Amériques

En plus des activités déjà mentionnées, les membres de ParlAmericas ont joué un rôle très dynamique dans d'autres domaines, y compris dans la participation à la Commission interparlementaire sur la sécurité et la justice du FOPREL à titre d'observateurs, et en tant que conférenciers à la Conférence régionale sur l'ouverture du gouvernement et la transparence dans les industries d'extraction en Amérique latine et les Caraïbes. De nombreux membres du Conseil d'administration tiennent des échanges réguliers avec des diplomates de pays membres de ParlAmericas ; de plus, nous participons à des réunions bilatérales avec des collègues d'autres parlements, et nous en organisons également, le cas échéant.

Services et finances

En conclusion, je tiens à faire le compte rendu de notre situation opérationnelle et financière. ParlAmericas occupe un tout petit bureau composé de quatre membres et situé à Ottawa, au Canada. La directrice générale, Gina Hill, est présentement assise à côté de moi et les autres membres de l'équipe sont également ici, dans la ville de Panama, en train de coordonner cet événement.

Nos services et toutes nos activités reçoivent présentement des fonds de deux sources principales :

- un projet pluriannuel financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI)
- les cotisations de membre déboursées par vos parlements.

Alors que nous continuons à chercher différentes sources de financement, les fonds que nous recevons des pays membres sont essentiels à nos services. Je tiens à remercier les pays qui paient



Randy Hoback (Canada)

leurs cotisations régulièrement et ceux qui appuient ParlAmericas de différentes façons. Je saisis cette occasion pour vous encourager à prendre les mesures nécessaires pour vous assurer que votre parlement paie les cotisations en entier, celles des années passées et celles de l'exercice 2012–2013.

Grâce à votre soutien, il nous est possible de réunir un plus grand nombre de parlementaires dans la grande famille de ParlAmericas, car nous voulons remplir notre mission visant à améliorer et à accroître les processus démocratiques nationaux et de l'hémisphère en fournissant un forum de leadership ; ce forum sert de voie aux discussions permanentes sur des questions clés d'intérêt commun partout dans les Amériques.

Je vous souhaite une Assemblée plénière productive et stimulante.

**Randy Hoback, député
Parlement du Canada
Président de ParlAmericas**



Annexe 4 • Résolutions adoptées au cours de la 9^e Assemblée plénière

Résolution ParlAmericas/PA9/2012/RÉS.1 : Échelonnement des mandats des membres du Conseil d'administration élus directemen

Adoptée à l'Assemblée plénière du 30 août 2012.

Considérant que le cycle électoral actuel du Conseil d'administration de ParlAmericas établit que le président, le premier vice-président et le président du Groupe des femmes parlementaires / second vice-président soient élus au cours du même cycle de deux ans ;

Étant donné que ce serait une pratique de bonne gouvernance d'établir un cycle électoral échelonné pour les élections directes aux trois plus hautes fonctions du Conseil d'administration ;

Étant donné en outre que le Règlement contient une présomption explicite que le premier vice-président peut succéder au président lorsque celui-ci achève son mandat et ne souhaite pas briguer un nouveau mandat ;

IL EST RÉSOLU que les mandats actuels du président et du premier vice-président qui doivent expirer en 2013 seront prolongés pour une période d'un an et expireront en 2014 ;

IL EST EN OUTRE RÉSOLU qu'à partir de ce moment, les deux mandats reviennent à leur cycle de deux ans, c'est à dire que le cycle suivant sera de 2014 à 2016.

Résolution ParlAmericas/PA9/2012/RÉS.2 : Déclaration sur la migration internationale

Adoptée à l'Assemblée plénière du 30 août 2012.

Exposé des motifs

Consciente du fait que la migration internationale constitue une question majeure sur le programme de tous les pays membres de l'organisation ;

Insistant sur le fait qu'il s'agit d'un sujet d'importance à l'échelle de l'hémisphère qui comporte des conséquences pour le développement de nos nations ;

Reconnaissant que nos pays connaissent différentes formes de migration internationale qui en font des pays d'origine, de passage, de destination et de retour des migrants ;

Tenant compte du fait que, conformément à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)¹, « il existe une conscience mondiale croissante des différentes formes de déplacements – réguliers et irréguliers, volontaires et forcés – et sur l'impact de ces déplacements sur les secteurs sociaux, économiques et politiques de tous les pays » ;

Observant que nos parlements ne peuvent être indifférents au programme de migration et que notre organisation devrait lui accorder un rôle beaucoup plus important dans le cadre des échanges interparlementaires sur les questions liées aux Amériques ;

Reconnaissant et accueillant la tendance générale à renforcer des droits de la personne des migrants, peu importe leur nationalité, groupe ethnique, genre, âge et contexte migratoire, et en mettant l'accent davantage sur l'attention accordée à des groupes vulnérables tels que les femmes, les

1 Organisation internationale pour les migrations : <http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/developing-migration-policy/lang/en/pid/269>



enfants et les adolescents, les personnes âgées et les victimes du crime organisé ;

Sachant que le nombre prévu de migrants internationaux au niveau mondial, selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations, a progressé au cours des dernières années pour atteindre environ 214 millions de personnes, ce qui représente 3,1 % de la population mondiale, les migrants constitueraient, à eux seuls, le cinquième pays le plus peuplé du monde ;

Consciente de l'importance de la population migrante pour tous les pays de l'hémisphère, où ils sont devenus un segment important de la population ;

Soulignant qu'il y a des millions de migrants sans papiers dans divers pays de notre hémisphère, dont la plupart proviennent de l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et des Caraïbes ;

L'Assemblée plénière de ParlAmericas s'engage, par la présente, à adopter les résolutions suivantes :

- I. Inciter les candidats, aux différentes fonctions électives de tous les pays, à participer de manière responsable aux débats publics sur la migration internationale. Nous nous prononçons en faveur d'une discussion qui souligne la responsabilité partagée entre tous les membres de la communauté internationale, et le besoin d'un cadre juridique respectant les droits de la personne des migrants.
- II. Reconnaître les efforts enregistrés dans certains pays membres, tant au niveau fédéral qu'au niveau local, en faveur de lois qui reconnaissent la contribution commerciale, politique, culturelle et intellectuelle des migrants dans nos sociétés.

- III. Souligner et soutenir le processus que certains États membres adoptent pour investir dans le capital humain représenté par les immigrants grâce à des plans, tels que le Dream Act aux États-Unis, et appuient l'établissement de mécanismes permettant la régularisation de la situation des migrants dont la force de travail et intellectuelle est bénéfique dans nos pays.
- IV. Partager des pratiques exemplaires mises en œuvre dans les pays membres de ParlAmericas grâce à des initiatives d'échanges et d'harmonisation de politiques, car elles se rapportent à des réformes constitutionnelles, législatives et en matière de politiques publiques en faveur d'une immigration légale, sécuritaire et méthodique.
- V. Garder en tête le besoin de promouvoir une gestion appropriée des migrants travailleurs, en reconnaissant également la complémentarité des marchés du travail et en facilitant la mobilité de la main-d'œuvre, tout en reconnaissant aussi la contribution des migrants aux sociétés d'origine et de destination.



Annexe 5 • Discours principal

Pricilla de Oliveira Azevedo, coordinatrice générale des Programmes stratégiques des Unités policières pacificatrices, Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro (Brésil)

Pricilla de Oliveira Azevedo est officière de police militaire. Elle est actuellement la coordonnatrice générale des Programmes stratégiques des Unités policières pacificatrices (UPP), un programme de pacification des « favelas » (bidonvilles) du Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro. En 2007, elle a fait preuve de beaucoup de courage et d'engagement en arrêtant avec succès le gang de criminels qui l'avait enlevée. Entre 2008 et 2010, elle a mis fin aux opérations de vente de drogues dans la favela de Santa Marta, elle a établi des modèles de médiation dans les conflits, elle a travaillé avec les institutions gouvernementales nationales et locales en vue d'améliorer la collecte des ordures et les soins de santé, elle a étendu le système d'enseignement et accru les possibilités de formation technique, et elle a établi avec succès une foire artisanale communautaire. En 2012, elle a reçu le Prix international du courage féminin décerné par le Département d'État américain.

Information générale sur les Unités policières pacificatrices

Les Unités policières pacificatrices (en portugais : *Unidades de Polícia Pacificadora*, dont l'acronyme est UPP) représentent un nouveau modèle de sécurité publique et d'unités de patrouille qui favorise des liens plus étroits entre les citoyens et la police ; elles permettent aux policiers de devenir des alliés dans le renforcement des politiques sociales au sein des communautés. En reprenant le contrôle de certains secteurs occupés par des trafiquants de drogues pendant des décennies, et plus récemment par des paramilitaires, les UPP ont réussi à rétablir la paix dans des douzaines de communautés.

Chaque UPP constitue une importante « force » utilisée par le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro et le Secrétariat d'État à la sécurité en vue de couvrir les territoires occupés par des trafiquants et d'établir l'inclusion sociale aux plus démunis de la population. Présentement, environ 280 000 citoyens bénéficient des services offerts par les UPP.

Établies par l'administration actuelle du Secrétariat d'État à la sécurité, les UPP suivent les principes des services de police communautaires. Les services de police communautaires sont un concept et une stratégie qui reposent sur la collaboration entre les citoyens et les institutions de sécurité publique. L'État de Rio de Janeiro investit 15 000 000 de réals brésiliens (7 410 000 dollars américains) dans son collège de police, et ce, en vue de former environ 60 000 agents de police au sein de l'État avant la fin de l'année 2016.



Pricilla Azevedo (Secrétariat d'État à la sécurité de Rio de Janeiro), Víctor Juliao (Panama) et Randy Hoback (Canada)

Annexe 6 • Conseil d'administration de ParlAmericas 2012-2013

POSTE	INDIVIDU ¹	LÉGISLATURE NATIONALE	PÉRIODE
Élus dans le cadre de la 9^e Assemblée plénière (postes comblés par acclamation)			
Amérique du Nord	À confirmer	Canada	2012-2014
Amérique centrale		Vacant	2012-2014
Amérique du Sud	Germán Blanco Álvarez, représentant	Colombie	2012-2014
Caraïbes	Hugh Carl Buchanan, membre du Parlement	Jamaïque	2012-2014
Membres qui continuent à occuper leur poste			
Président	Randy Hoback, député	Canada	2011-2014
1^{er} vice-président	Víctor Juliao III, député	Panama	2011-2014
Président du Groupe des femmes parlementaires et 2^e vice-président	Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale	Équateur	2011-2013
Amérique du Nord	Adriana González Carrillo, sénatrice	Mexique	2011-2013
Amérique du Nord		Vacant	2011-2013
Amérique centrale	À confirmer	El Salvador	2011-2013
Amérique centrale	María Jeannette Ruiz Delgado, députée	Costa Rica	2011-2013
Caraïbes	Armando Torres Aguirre, député	Cuba	2011-2013
Caraïbes		Vacant	2011-2013
Amérique du Sud	Alberto Grillón Conigliaro, sénateur	Paraguay	2011-2013
Amérique du Sud	Ignacio Urrutia Bonilla, député	Chili	2011-2013
Pays hôte de la 10^e Assemblée plénière		Vacant	2012-2013
Président sortant		Vacant	
Directeur général	Gina Hill	Secrétariat international	

1 Confirmation des personnes nommées au moment de la publication du rapport.

Annexe 7 • Groupe de travail 1 : État de droit faible, une menace pour la sécurité citoyenne

**Président : représentant Germán Blanco Álvarez
(Colombie)**

1. Objectifs

- Analyser la relation entre la justice administrative et la sécurité
- Étudier les différents programmes existants (programmes publics d'avantages sociaux, programmes d'octroi de permis et de licences individuelles, programmes réglementaires comportant des impacts individuels)
- Étudier l'application de la primauté du droit à la justice administrative
- Analyser l'adaptation des microstructures locales dans la primauté du droit démocratique
- Étudier les microstructures sociales et les nouveaux systèmes de leadership
- Étudier les microstructures sociales qui affaiblissent la primauté du droit

2. Marco Antonio Castillo, directeur général, Grupo Ceiba (Guatemala)

Marco Antonio Castillo est titulaire d'un baccalauréat en pédagogie, d'une maîtrise en programmes scolaires et d'un diplôme en études supérieures en altérité et éducation. Depuis le début de sa carrière professionnelle, il travaille dans le domaine de l'éducation populaire, des programmes scolaires et de la recherche sociale. Il conduit des travaux de recherche et des activités dans les domaines de la consolidation de la paix en milieu urbain, de la médiation, de la résolution et transformation des conflits dans les communautés en litige. En 2010, le prix *Today's Peacemakers* de l'*American Friends Service Committee* lui a été décerné pour le travail accompli dans des communautés faisant face à un nombre élevé de conflits et de litiges.

De la microstructure locale à l'État de droit démocratique (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

La primauté du droit semble une condition nécessaire au développement d'une société libre et égalitaire, mais ce facteur n'est pas suffisant. Nous supposons que les institutions politiques ne restreignent pas l'action politique et les projets, mais qu'elles jettent plutôt les bases d'un débat sur la réforme sociale et permettent d'agir en conséquence. Aujourd'hui, la légitimité et la légalité, deux valeurs inhérentes à une société démocratique, font face à des politiques comportant le besoin immédiat d'établir des réseaux sociaux. Celles-ci, à leur tour, doivent reconnaître leur rôle à titre de fondement social axé sur le changement, et de représentants véritables des citoyens dans un état démocratique (des citoyens qui sont engloutis dans la violence, négligés par le gouvernement, préservant ainsi en silence l'essence même de la démocratie au sein de leur communauté).

Les démocraties contemporaines (ou post-modernes) sont nécessairement participatives et représentent les systèmes politiques. Par conséquent, le dilemme repose sur l'établissement d'une primauté du droit qui reconnaît les structures sociales locales au niveau régional et respecte l'essence même de la démocratie participative, et qui sert de forum adéquat pour permettre l'émergence de dirigeants moins visibles, lesquels restent dans les coulisses par crainte de subir des sanctions et de la répression, et qui constitue également un mécanisme de défense passif.

Le fait de voter n'est pas suffisant dans la démocratie contemporaine ; les réseaux sociaux doivent être réorganisés immédiatement et détenir une légalité et une légitimité politique. Cette démarche signifie que la participation à l'État démocratique et son développement doivent



Dinorah Figuera (Venezuela)

reposer sur des microstructures locales au sein de la communauté avec un nombre suffisant de représentants et une place bien à eux, et ce, de façon à ne pas devenir victimes de clientélisme, à ne pas acheter la loyauté ou à tout simplement ne pas garder le silence par crainte de répression.

L'idée que l'un des principes essentiels des démocraties modernes doit être la reconnaissance et la défense des droits fondamentaux des minorités dans les décisions collectives signifie que la primauté du droit assure le droit à toute personne (même si elle est la seule) de s'opposer à une décision majoritaire. Par conséquent, la démocratie et la primauté du droit reconnaissent les structures locales au niveau régional représentées par des citoyens ordinaires.

3. Howard N. Fenton, directeur du programme de maîtrise de droit en matière de gouvernance démocratique et d'état de droit et professeur, *Ohio Northern University* (États-Unis)

Howard Fenton est professeur de droit et directeur fondateur de la maîtrise de droit en gouvernance démocratique et en primauté du droit à l'*Ohio Northern University*. Il est titulaire d'un baccalauréat et d'un doctorat en droit avec distinction de l'Université du Texas. Il a exercé dans le domaine du droit commercial international à Washington, D.C., pendant neuf ans avant de devenir professeur de droit en 1984. Il est professeur de droit public et de processus juridique, de droit administratif comparé et du Séminaire de la primauté du droit. Il est consultant actif en réforme législative administrative pour l'Agence américaine pour le développement international (USAID), et il a participé à sept tribunes de règlement de différends dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

La relation entre la sécurité et la justice administrative (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlamerica.org.

La définition de la sécurité citoyenne dans le contexte de la primauté du droit peut comporter un certain nombre de préoccupations diverses. Si nous affirmons que la primauté du droit, dans son essence, est un ensemble de lois adoptées de façon démocratique et administrées équitablement et de manière transparente, alors trois catégories de justice et de sécurité peuvent être déterminées. La justice pénale, la justice civile et la justice administrative ont toutes des effets directs sur la vie et la sécurité des citoyens.





La justice administrative est le volet le plus négligé de la primauté du droit, mais également le plus envahissant à bien des égards. L'application arbitraire des procédures gouvernementales pour des avantages personnels, tels que l'emploi, le chômage, les régimes de retraite et les services médicaux, de même que les permis professionnels et les permis d'entreprise personnelle et les licences, privent les citoyens de jouir d'une protection équitable dans leurs moyens de subsistance. La défaillance de la primauté du droit dans l'administration gouvernementale ne menace pas seulement le bien-être des citoyens, mais elle compromet également leur confiance dans le gouvernement et laisse la place à de petits actes de corruption pour obtenir des avantages refusés par les systèmes administratifs inopérants.

La justice administrative comporte aussi plus d'intervenants de l'État que dans la justice pénale ou civile. Alors que le pouvoir judiciaire joue un rôle prépondérant dans le maintien de la primauté du droit dans les trois secteurs et qu'il partage cette responsabilité avec les procureurs dans le contexte de la justice pénale, dans la prestation de services de justice administrative, le rôle des tribunaux a moins de répercussions que dans les deux autres secteurs. La justice administrative combine les efforts des législateurs, du pouvoir exécutif et du gouvernement, de même que ceux du pouvoir judiciaire. Par conséquent, c'est le domaine le plus susceptible aux faiblesses pour la bonne marche des trois secteurs du gouvernement dans le cadre de la primauté du droit, tout en causant parallèlement l'impact le plus important sur la population.

4. Recommandations

- Identifier et reconnaître, dans les microstructures sociales locales qui ne reçoivent pas de représentation institutionnelle, des dirigeants ayant acquis le respect de leur communauté, pour résoudre correctement - dans les structures légitimes - les besoins sociaux de tous.
- Profiter de la budgétisation participative, processus qui permet à la base même d'identifier les principaux besoins d'investissements sociaux, pour renforcer la sécurité des citoyens.
- Développer avec les citoyens la pratique de vérification sociale (vérificateurs sociaux, organes publics, etc.) comme processus d'amélioration continue impliquant tous les secteurs de la société dont les résultats obligent des corrections ou des améliorations.
- Établir pédagogiquement des règlements sur les rôles et responsabilités du secteur public, pour que les citoyens les comprennent facilement et puissent ainsi évaluer la pertinence et la qualité des services et des travailleurs, en obligeant les autorités locales à y répondre en détail, que ce soit pour les accepter ou les rejeter.
- Renforcer l'application de la loi en établissant des systèmes adéquats de vérification et de contrôle, afin de mieux protéger l'intérêt de la communauté.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Argentine	Alicia Marcela Comelli	Députée
Argentine	María Cristina Regazzoli	Députée
Canada	Scott Andrews	Député
Chili	Mónica Zalaquett Said	Députée
Panama	Víctor Juliao III	Député
Paraguay	Hugo Estigarribia Gutiérrez	Sénateur
Paraguay	Amancio López Irala	Sénateur
Paraguay	María Digna Roa Rojas	Sénatrice
Suriname	Martha Djojoseparto	Membre de l'Assemblée nationale
Suriname	Lekhram Soerdjan	Membre de l'Assemblée nationale
Venezuela	Dinorah Jaxilda Figuera Tovar	Membre de l'Assemblée nationale



Annexe 8 • Groupe de travail 2 : Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques

Présidents : députée María Jeannette Ruiz Delgado (Costa Rica) et sénateur Michael L. MacDonald (Canada)

1. Objectifs

- Analyser les conséquences politiques et sociales de la crise économique mondiale
- Étudier l'ampleur et la façon dont la crise mondiale a affecté la dynamique politique et la gouvernance démocratique dans les Amériques
- Étudier les politiques sociales et fiscales actuelles mises en place pour répondre à la crise
- Analyser « l'effet de la Chine » pour atténuer l'impact de la crise économique mondiale dans les Amériques

2. Laura Gómez-Mera, chercheuse résidente, Woodrow Wilson International Center for Scholars (Argentine)

Laura Gómez-Mera est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et en relations internationales de l'Université d'Oxford et d'une maîtrise en économie politique internationale de la *London School of Economics*. Elle a été professeure invitée à l'Institut d'études latino-américaines de l'Université de Columbia (2004-2005). Elle a enseigné au Metropolitan College, à New York, et à l'Université de New York et a travaillé comme consultante pour la Banque mondiale et pour le Programme des Nations Unies pour le développement en Asie et dans le Pacifique. Elle a conduit des recherches sur des accords commerciaux régionaux, les politiques de litiges commerciaux et les relations internationales dans les pays en voie de développement, en portant une attention particulière sur les prises de décisions en matière de politiques économiques extérieures en Amérique latine.

Les conséquences politiques et sociales de la crise financière internationale en Amérique latine (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlamericas.org.

Les dernières crises financières internationales ont commencé avec l'effondrement du marché hypothécaire en 2007 aux États-Unis, prenant de l'expansion d'abord dans les marchés d'investissements, et ultérieurement, dans l'économie réelle. Le bouleversement dans les marchés financiers a entraîné un déclin marqué dans les taux de consommation, d'investissements et les prévisions de croissance. Même si l'épicentre de la crise était dans les pays industriels développés de l'Amérique du Nord et de l'Europe, les pays d'Amérique latine ont commencé à en ressentir les effets néfastes en 2009. Les effets de la crise financière et économique mondiale ont particulièrement touché l'Amérique latine et les Caraïbes au moyen de trois mécanismes principaux : un déclin dans les prix des matières premières et les répercussions qui en découlent sur les recettes d'exportation, l'accès irrégulier aux marchés du crédit et l'interruption d'apports de capitaux étrangers.

Cependant, ces mécanismes ont affecté des pays particuliers de la région de différentes façons et avec une ampleur variable. Après plusieurs années d'expansion, de nombreux pays de l'Amérique latine, y compris le Mexique et le Brésil, ont subi un déclin sérieux dans leur croissance durant l'année 2009. Pourtant, à l'opposé des épisodes précédents de la crise internationale, les pays d'Amérique latine ont connu une remontée rapide du récent ralentissement. Les taux de croissance moyens, qui ont baissé à -1,7 % en 2009, ont atteint 5,7 % en 2010.



Une crise économique de cette envergure engendre habituellement beaucoup d'incertitudes, diminuant ainsi la confiance des consommateurs et des investisseurs et faisant subir à l'État une augmentation de besoins sociaux divers. Les pressions croissantes sur les acteurs politiques dans un contexte aux ressources limitées peuvent faire diminuer la légitimité des institutions dans les systèmes démocratiques. Comment les gouvernements des pays latino-américains ont-ils réagi aux dimensions politiques et sociales de la crise économique mondiale ? Dans quelle mesure et de quelles façons la crise a-t-elle affecté la stabilité de la gouvernance démocratique de la région ?

3. Ottón Solís Fallas, professeur, Université du Costa Rica (Costa Rica)

Économiste diplômé des Universités du Costa Rica et de Manchester (Royaume-Uni), Ottón Solís Fallas a enseigné dans les Universités de Manchester et de Reading au Royaume-Uni et dans plusieurs universités du Costa Rica. Il a été professeur invité dans les Universités de Floride et de Notre-Dame aux États-Unis. Il a publié des mémoires universitaires et des centaines d'éditoriaux. Il a été ministre de la Planification et de la Politique économique, député au Parlement du Costa Rica et membre du Conseil d'administration de la Banque centrale. Il est le co-fondateur du Parti d'action citoyenne, qui est devenu la deuxième force politique au Costa Rica. Il s'est présenté à trois reprises aux élections présidentielles et il est arrivé en deuxième place à deux occasions.

Impact de la crise économique dans les Amériques : l'effet de la Chine (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

Entre 2003 et la crise économique de 2008–2009, les principales économies du sud de Rio Bravo ont tiré profit de la croissance de l'économie mondiale grâce à leurs exportations. Le ralentissement de l'économie a mis un frein soudain à ce « boom ». Cependant, les mesures contracycliques fiscales et monétaires qui ont été prises dans la région ont aidé à atténuer la crise.

Au début du 21^e siècle, l'Amérique latine a connu un rendement économique acceptable. Avant la crise mondiale, il y avait des taux de croissance élevés et les économies de la région prenaient du mieux grâce à la diminution de l'inflation, l'équilibre de la balance des paiements (ou l'excédent), l'accumulation de réserves internationales et la réduction du chômage, de l'inégalité et de la pauvreté.

La plupart des analystes s'entendent pour dire que cette situation était possible en raison des mesures macroéconomiques et structurelles entreprises dans le cadre du consensus de Washington. Cependant, cette explication n'est pas suffisante puisque les pays qui ont favorisé un nouveau type d'étatisme et qui se sont opposés à la mondialisation du libre marché ont également connu un rendement économique satisfaisant.

Par conséquent, afin de mieux comprendre les économies de l'Amérique latine, il est nécessaire d'analyser d'autres facteurs. Le plus important de ces facteurs est le rôle de plus en plus présent que l'économie chinoise a joué dans la demande de produits, particulièrement dans les matières premières, de cette région. Cependant, cette primarisation de la structure des exportations découlant du renforcement des relations commerciales avec la Chine représente un nouvel ensemble de défis.



4. Recommandations

- Promouvoir une législation interne qui renforce les outils de maniement macroéconomique et structurel sur lesquels nos pays peuvent compter devant les possibles changements de la conjoncture mondiale, de façon à ce que nous puissions prendre des décisions de défense en cas des dangers externes pouvant déstabiliser nos économies.
- Faire de lois pour promouvoir la gestion des connaissances des ressources humaines, de la science et de la technologie pour que nos pays deviennent compétitifs face au marché local et international, dans des domaines tels que l'éducation, l'agriculture, la santé, et la production manufacturière à travers des politiques publiques.
- Faire des lois pour renforcer les capacités institutionnelles et l'indépendance des secteurs chargés de contrôler les actes de corruption qui provoquent la diminution de la confiance dans les états démocratiques et augmentent l'instabilité politique et les pressions sociales.
- Créer des cadres légaux qui renforcent la production domestique, de façon à satisfaire la demande interne et augmenter les exportations de valeurs ajoutées. L'un des axes d'interventions pourrait être des incitatifs pour que les producteurs donnent une valeur ajoutée à leurs produits ; de même, des lois pourraient être adoptées pour provoquer une distribution équitable de la richesse.
- Promouvoir une législation qui convertit la réinsertion des flux migratoires en un facteur positif pour nos économies.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Argentine	Walter Raúl Wayar	Député
Canada	James Joseph Rajotte	Député
Canada	Pierrette Ringuette	Sénatrice
Chili	Alejandra Sepúlveda Orbenes	Députée
Colombie	Adolfo León Rengifo Santibáñez	Représentant
Équateur	Linda Machuca Moscoso	Membre de l'Assemblée nationale
Équateur	Patricio Quevedo Quiróz	Membre de l'Assemblée nationale
El Salvador	Félix Agreda Chachagua	Député
El Salvador	Blanca Noemí Coto Estrada	Députée
El Salvador	Silvia Ostorga de Escobar	Députée
El Salvador	Marco Antonio Ponce López	Député
El Salvador	Guadalupe Antonio Vásquez Martínez	Député
Mexique	Adriana González Carrillo	Sénatrice
Panama	Raúl Hernández	Député
Suriname	Jennifer Simons	Présidente de l'Assemblée nationale



Annexe 9 • Groupe de travail 3 : Changement climatique et environnement

Président : député Ignacio Urrutia Bonilla (Chili)

1. Objectifs

- Analyser les questions stratégiques des industries d'extraction, telles que les régimes fiscaux et la surveillance en matière de santé, de sécurité et d'environnement (SSE)
- Analyser les incidences des industries extractives sur l'environnement et les changements climatiques (discussions sur « l'énergie propre » et « les emplois verts »)
- Étudier les pratiques exemplaires existantes en matière de renforcement des capacités (comment améliorer les institutions et les organismes gouvernementaux mal équipés)

2. Margarita Astrálaga, directrice régionale, Programme des Nations Unies pour l'environnement — Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes (Colombie)

Margarita Astrálaga est biologiste spécialisée en gestion de l'environnement du *Danish Water Institute* et elle est titulaire d'une maîtrise en planification et en développement régional. Avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement et du développement durable, elle a occupé un large éventail de fonctions au niveau national et international. Entre autres, elle a travaillé au Programme des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi, au Kenya, au Programme pour les océans et des zones côtières de l'Amérique latine et des Caraïbes (1988). Elle a également été responsable de la Division du renforcement des capacités du Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées

d'extinction (CITES, 1994-1997) et consultante auprès de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement en renforcement institutionnel du ministère de l'Environnement et elle a été responsable de la conception d'une stratégie de biodiversité pour la Patagonie. Elle a été conseillère principale des Amériques du Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides (1999). Jusqu'en avril 2010, elle était la directrice du Centre de coopération pour la Méditerranée de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en Espagne ; elle travaille actuellement pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) comme directrice du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Environnement et changement climatique : tendances et défis dans une perspective régionale (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

À l'aube de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, dite Rio+20, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a présenté son cinquième document sur les Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO-5). GEO-5 présente un examen scientifique d'un ensemble sélectionné de défis environnementaux, de même que de solutions disponibles pour les surmonter, y compris les coûts sociaux et environnementaux, et les avantages connexes. Ce rapport démontre que les pays du monde continuent de prendre de la vitesse sur une voie non durable malgré l'établissement de plus de 500 buts et objectifs convenus à l'échelle internationale, et ce, en vue d'appuyer la gestion durable de l'environnement et d'améliorer le bien-être des citoyens.

GEO-5 a permis d'évaluer quatre-vingt-dix des objectifs environnementaux les plus importants et



de constater que des progrès importants avaient été réalisés dans seulement quatre d'entre eux. Parmi ces progrès, on compte l'élimination de la production et de l'utilisation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, le retrait du plomb dans le carburant, un plus grand accès à de meilleurs approvisionnements en eau et la relance de la recherche dans la réduction de la pollution de l'environnement marin.

Certains progrès ont été démontrés dans quarante objectifs, y compris l'agrandissement d'aires protégées comme les parcs nationaux et les efforts liés à la réduction de la déforestation. Très peu de progrès ou même aucun n'a été constaté dans vingt-quatre des objectifs — y compris dans les changements climatiques, les populations de poissons et la progression du désert et de la sécheresse. Huit objectifs comportaient au contraire une dégénération supplémentaire, y compris dans la condition des récifs de coraux, alors qu'aucune évaluation n'a été réalisée pour quatorze autres objectifs en raison d'un manque de données.

3. Michelle Foss, spécialiste en chef et économiste en énergie, Centre de l'économie de l'énergie de l'Université du Texas (États-Unis)

Diplômée de l'Université de Louisiane-Lafayette, de la *Colorado School of Mines* et de l'Université de Houston, Michelle Michot Foss possède plus de 30 ans d'expérience dans le secteur du pétrole, du gaz et du gaz naturel liquéfié (GNL), de même que dans le domaine des scénarios et des perspectives énergétiques. Elle a été conseillère du gouvernement américain et de différentes compagnies d'énergie internationales et a mis en œuvre et dirigé des projets du secteur privé, pour la Banque mondiale, l'USAID et le département de l'Énergie aux États-Unis. Elle est instructrice en chef de la *UT McCombs School of Business*. Elle a été agrégée supérieure de la *USAE-US Association for Energy Economics* (2006) et a été nommée

Femme reconnue du secteur énergétique dans les Amériques (2003). Entre autres responsabilités, elle a été membre du Conseil scientifique du 50^e anniversaire de l'Encyclopédie commémorative des hydrocarbures ENI (2003), présidente de l'IAEE (2003) et présidente de l'USAE (2001).

Les industries d'extraction d'aujourd'hui : les changements climatiques et l'environnement (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlamericas.org.

Le cycle économique mondial des matières premières a fait pression sur les pays à production nette et les pays à consommation nette. Dans le cas des pays à production nette, les prix élevés de marchandises ont généré des avantages inattendus, mais aussi des coûts élevés pour les matières premières et les compétences des ressources humaines, contribuant ainsi à l'inflation dans certains endroits, réduisant les marges de profit pour les producteurs et causant d'autres répercussions qui peuvent amoindrir les avantages. Pour les pays à consommation nette, les prix beaucoup plus élevés pour les minéraux combustibles et les minéraux non-combustibles ont des effets sur les consommateurs et les clients, nuisent au rendement économique et contribuent aux déficits budgétaires et commerciaux, ce qui, en revanche, atténue les ressources qui pourraient autrement servir au progrès humain.

Le super cycle des matières premières et les rentes économiques soutenues n'ont pas encouragé la diversification de l'économie des pays producteurs et des pays exportateurs, et fait tout aussi troublant, ils ont stimulé les investissements du gouvernement dans des secteurs et des activités qui ne présentent aucun avantage net précis à une croissance et un développement à long terme.

Les régimes fiscaux efficaces équilibrent en grande partie les intérêts respectifs des gouvernements

d'accueil et des investisseurs. Ils permettent également d'assigner les responsabilités des partis, d'orienter l'allocation de recettes provenant de la production des ressources et d'incorporer souvent des buts et objectifs précis liés à la mission nationale, tels que le perfectionnement de l'expertise et des compétences industrielles. De façon notoire et croissante, la SSE (santé, sécurité et environnement) est considérée comme un objectif transversal pour les investisseurs des industries d'extraction et les gouvernements d'accueil auxquels appartiennent les ressources.

Il est habituel pour les gouvernements de rechercher des investissements « propres » ou « verts » pour faire changement des industries d'extraction ou pour investir des rentes économiques de celles-ci. Cependant, le concept d'« emplois écologiques » est habituellement mal défini et comporte des problèmes de mesures ; en outre, les incidences environnementales associées à des plans d'énergies alternatives sont en grande partie méconnues.

Les pays riches en ressources, même les petits pays, doivent faire preuve de diligence lorsqu'il s'agit d'affecter des parts de leur richesse en ressources et d'obtenir de l'aide des partenaires en développement international, et ce, en vue de préparer les personnes et les organisations à répondre aux demandes qu'elles reçoivent.

4. Recommandations

- Diversifier les sources d'énergie compatibles avec la protection de l'environnement. Chaque État devrait adopter la matrice énergétique qui lui convient, du point de vue environnemental, social, économique et de sécurité énergétique, de façon à ce qu'il existe une cohérence au niveau des politiques énergétiques.
- Promouvoir des politiques publiques ou élaborer des stratégies nationales qui contribuent à l'économie d'énergie.

- Rechercher un appui international entre les pays, les institutions financières internationales et régionales et les agences pour le développement qui incorporent le concept d'économie verte à travers un fonctionnement plus équitable et d'une distribution plus équilibrée du marché mondial du carbone.
- Conseiller aux États d'augmenter leurs investissements en recherche et technologie en matière énergétique en tant que moteur du développement durable à travers l'échange de technologies et de connaissances entre les pays développés et ceux en voie de développement.
- Améliorer, mettre en œuvre et faire la suivi des législations environnementales nationales et internationales (qu'il s'agisse de traités, d'accords, de protocoles ou de conventions) approuvées et ratifiées par chaque État, en supprimant les subventions, impôts et autres incitatifs pervers ou contre-productifs pour l'environnement.

5. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Argentine	Olga Elizabeth Guzmán	Députée
Argentine	José Antonio Vilariño	Député
Chili	Germán Becker Alvear	Député
Chili	Guillermo Ceroni Fuentes	Député
Chili	Javier Hernández Hernández	Député
Cuba	Armando Torres Aguirre	Député
Jamaïque	Hugh Carl Buchanan	Membre du Parlement
Panama	Irene Gallego	Député
Suriname	Ramses Kajoeramari	Membre de l'Assemblée nationale



Annexe 10 • Huitième réunion du Groupe des femmes parlementaires : *La crise financière et ses effets sur les femmes de la région*

Présidente : membre de l'Assemblée national de l'Équateur Linda Machuca Moscoso, Présidente du Groupe des femmes parlementaires

1. Objectifs

- Réfléchir sur la crise économique et ses effets sur les femmes
- Déterminer les caractéristiques uniques des femmes à titre de citoyennes vulnérables dans une crise économique
- Définir le contexte social et historique qui engendre la crise économique, de même que ses composantes financières
- Définir les éventuelles politiques gouvernementales qui protègent les femmes et les appuient en période de ralentissement économique

2. Mayra Buvinic, agrégée supérieure, Fondation des Nations Unies (Chili)

Titulaire d'un doctorat en psychologie sociale de l'Université du Wisconsin – Madison, Mayra Buvinic a dirigé le Plan d'action lié au genre de la Banque mondiale (quatre ans, 70 millions de dollars), conférant ainsi à l'égalité des genres le statut « d'économie rentable ». Elle y a inclus une initiative pour les adolescents et a promu l'égalité des genres à titre de priorité pour les prêts octroyés aux pays pauvres. En tant que chef de la Division du développement social de la BID, elle a organisé le travail de la Banque dans le domaine de la prévention de la violence, elle a coordonné la Stratégie de développement social de la Banque et a lancé le Fonds en fiducie d'inclusion sociale. À titre de membre fondatrice (et de présidente pendant 19 ans) du Centre international

de recherche sur la condition féminine, elle a construit un centre de renommée internationale qui se consacre à l'amélioration de la condition des femmes pauvres dans les pays en voie de développement.

Comment les femmes font face aux chocs économiques ? Que savons-nous ? (Sommaire)

Pour lire l'article en entier, veuillez visiter le site www.parlAmericas.org.

Les femmes survivent-elles aux chocs économiques de façon différente de celle des hommes ? La première vague de répercussions des crises économiques sur les emplois des femmes devrait être plus marquante dans le récent ralentissement que celles du passé en raison de la plus grande participation des femmes dans la main-d'œuvre mondialisée. La deuxième vague de répercussions provient des stratégies que les ménages pauvres utilisent pour faire face aux revenus qui diminuent, ce qui peut varier selon le genre. Dans le passé, les femmes provenant de ménages à faible revenu ont généralement joint les rangs de la main-d'œuvre, alors que les femmes provenant de ménages à revenu élevé ont souvent quitté le marché du travail face à une crise économique.

Les données sur les répercussions de la crise financière de 2007 à 2009 sur les femmes et les familles ne sont pas encore disponibles. On prévoit que certaines femmes des pays en voie de développement seront « à l'abri » des répercussions à court terme de ce ralentissement financier, car elles n'ont pas accès aux marchés mondiaux (elles prennent part seulement aux moyens de subsistance ou aux tâches de la maison). Cependant, dans d'autres cas, les femmes dominent le marché de l'emploi dans l'industrie manufacturière exportatrice et l'agriculture à haute valeur. Les femmes employées dans ces industries subiront probablement des pertes d'emploi directes découlant du ralentissement de la demande des



pays industriels par rapport aux exportations des pays en voie de développement.

Des données suggèrent également que les femmes reportent les grossesses à plus tard en temps de crise économique et que la scolarisation et la survie des enfants sont touchées de façon très défavorable, principalement dans les pays à faible revenu, là où les filles souffrent davantage d'effets nuisibles sur la santé que les garçons. Ces impacts soulignent la nécessité de fournir des revenus aux femmes des pays pauvres de façon à aider les ménages à mieux faire face aux répercussions causées par la crise.

Les programmes de travail obligatoire, quand ils sont conçus adéquatement, ont reçu certaines des travailleuses disponibles durant les ralentissements économiques passés. Cependant, il existe de nombreuses questions sans réponse concernant cet effet de travailleur ajouté et l'impact des programmes de travail obligatoire sur les femmes pauvres. Est-ce que les travailleuses ajoutées restent dans le marché de l'emploi ou reviennent-elles éventuellement à leur condition antérieure à la crise ? Ont-elles plus ou moins de difficultés que leurs homologues masculins à se retirer des programmes de travail obligatoire ? La stigmatisation associée à ces programmes est-elle une préoccupation pour les femmes, comme c'est le cas pour les hommes ?

3. Recommandations

- Promouvoir des initiatives positives pour s'assurer que le système bancaire fournisse des services financiers aux femmes en état de pauvreté. Promouvoir, avec ces services bancaires, des politiques de crédit qui encouragent l'épargne.
 - Légiférer pour construire, créer et améliorer, avec des ressources humaines, techniques et financières, des centres de soins de qualité pour les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées et autres ressources similaires pour prodiguer des soins qui, traditionnellement, ont été attribués aux femmes. Ceci est une des raisons qui ne permettent pas aux femmes de quitter leur foyer pour travailler à l'extérieur.
 - Légiférer afin que des systèmes d'évaluation des impacts rigoureux et périodiques soit mis en place pour les investissements publics, et s'assurer que les résultats de ces évaluations définissent le contenu et les orientations des futurs investissements.
 - Surveiller et s'assurer que les politiques de transfert conditionnel de revenus stimulent le changement culturel nécessaire pour aider à sortir les gens de spirale de la pauvreté (santé, éducation, emploi formel, etc.)
- Encourager le secteur privé d'embaucher la main-d'œuvre féminine dans les périodes de contraction économique. (Ceci s'oppose à la présomption normale que c'est l'homme qui a besoin d'emplois). Financer, avec fonds de l'état, des programmes de formation professionnelle de qualité pour les jeunes.



4. Participants du groupe de travail

PAYS	NOM	POSTE
Argentine	Alicia Marcela Comelli	Députée
Argentine	Olga Elizabeth Guzmán	Députée
Argentine	María Cristina Regazzoli	Députée
Argentine	Mariana Alejandra Veaute	Députée
Argentine	José Antonio Vilariño	Député
Argentine	Walter Raúl Wayar	Député
Canada	Scott Andrews	Député
Canada	Randy Hoback	Député
Canada	Hélène Laverdière	Députée
Canada	James Joseph Rajotte	Député
Canada	Pierrette Ringuette	Sénatrice
Chili	Germán Becker Alvear	Député
Chili	Guillermo Ceroni Fuentes	Député
Chili	Javier Hernández Hernández	Député
Chili	Jorge Sabag Villalobos	Député
Chili	Alejandra Sepúlveda Orbenes	Députée
Chili	Ignacio Urrutia Bonilla	Député
Chili	Mónica Zalaquett Said	Députée
Colombie	Germán Blanco Álvarez	Représentant
Colombie	Adolfo León Rengifo Santibáñez	Représentant
Costa Rica	María Jeannette Ruiz Delgado	Députée
Équateur	Patricio Quevedo Quiróz	Membre de l'Assemblée nationale
El Salvador	Félix Agreda Chachagua	Député
El Salvador	Blanca Noemí Coto Estrada	Députée
El Salvador	Silvia Ostorga de Escobar	Députée
El Salvador	Guadalupe Antonio Vásquez Martínez	Député
Jamaïque	Hugh Carl Buchanan	Membre du Parlement
Mexique	Adriana González Carrillo	Sénatrice
Panama	Dalia Mirna Bernal Yáñez	Députée
Panama	Víctor Juliao III	Député
Paraguay	María Digna Roa Rojas	Sénatrice
Suriname	Martha Djojoseparto	Membre de l'Assemblée nationale
Suriname	Ramses Kajoeramari	Membre de l'Assemblée nationale
Suriname	Jennifer Simons	Présidente de l'Assemblée nationale
Suriname	Lekhram Soerdjan	Membre de l'Assemblée nationale
Venezuela	Dinorah Jaxilda Figuera Tovar	Membre de l'Assemblée nationale





Secrétariat international de ParlAmericas
500 – 165 Sparks St.
Ottawa, Ontario K1P 5B9
Canada

☎ : +1 613 594 5222

📠 : +1 613 594 4766

info@parlAmericas.org

www.parlAmericas.org

Cet événement a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency